

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ**

**ARRÊTÉ DU MAIRE**  
**N° ARG 2018 - 29**

**Objet : arrêté portant sur la réglementation de la salubrité et la propreté sur la voie publique**

***Le Maire de la Ville de Voisins le Bretonneux,***

Vu les articles L 2122-24, L 2122-28 (1°), L.2212-1, L2212-2, L 2224-13 et L 2224-17 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Pénal, et notamment les articles 322-1, 322-3, 322-3-1, R 610-5, R 632-1, R633-6, R635-1, R 635-8, et R 644-2,

Vu le Code de la Santé Publique, et notamment ses articles L 1311-2, L 1312-1, L 1312-2, et L 1421-4,

Vu le Code de l'Environnement, et notamment ses articles L 541-1-1, L 541-2, L 541-3, L 581-29 et L 581-34,

Vu la loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 relative à la publicité, aux enseignes et pré-enseignes,

Vu la loi n° 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement,

Vu le Règlement Sanitaire Départemental,

Considérant qu'il y a lieu de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la salubrité, la propreté et la protection du cadre de vie sur le territoire de la commune de Voisins le Bretonneux,

Considérant que le maintien des voies publiques dans un état constant de propreté est le moyen le plus efficace d'assurer la salubrité de la commune,

Considérant le danger que représente le défaut d'entretien des trottoirs,

Considérant que l'affichage sauvage dégrade l'environnement,

Considérant que le lavage et la vidange des véhicules automobiles et de tous engins à moteur sur la voie publique sont considérés comme toxiques ou nuisibles à l'environnement et à la propreté des voies, ainsi que contraires à l'utilisation normale du domaine public,

**Arrête**

**Article 1 : objet du règlement**

Le présent arrêté réunit les principales dispositions relatives à la propreté et salubrité du domaine public (voies publiques, trottoirs, espaces publics, parcs et jardins) présentes dans la réglementation nationale ou locale.

Il adapte aux circonstances locales les dispositions existantes prévues dans le Règlement Sanitaire Départemental, en ce qui concerne la propreté et salubrité des voies et espaces publics, ainsi que celles des habitations, leurs abords et dépendances.

Il rappelle les règles relatives au respect de l'intégrité du domaine public routier et à l'apposition des graffitis et autres "tags" sur le bâti, en inscrivant celui-ci dans la perspective de mieux garantir la propreté des voies et de l'espace public.

Le présent arrêté est relatif à l'exercice des pouvoirs de police du Maire (article L 2212-2 du CGCT) en matière de sûreté et commodité du passage, de propreté des voies et des espaces publics sur la commune.

## **Article 2 : propreté générale des voies et espaces publics**

### **2.1 - dispositions générales**

Les voies et espaces publics doivent être tenus propres.

Les usagers de la voie publique et les occupants des propriétés riveraines sont tenus d'éviter toute cause de souillure desdites voies.

Les habitants, commerçants et professionnels, occupant les immeubles riverains des voies publiques doivent maintenir en bon état de propreté le trottoir et le caniveau, au droit de la propriété qu'ils occupent, qu'ils en soient propriétaires ou non.

Les propriétaires ou locataires de terrains bâtis ou non bâtis ou d'immeubles situés en bordure de voies ouvertes à la circulation publique, ainsi que les syndics de copropriété, agissant au nom du syndicat de copropriété, jouxtant des voies ouvertes à la circulation publique, sont tenus, à toute heure, d'enlever la neige ou la glace sur le trottoir devant leur propriété, afin de garantir la circulation des piétons en toute sécurité. En cas de verglas, ils sont tenus d'y répandre du sel, du sable, des cendres ou de la sciure de bois. La neige ou la glace est à mettre en tas, en dehors des rigoles, de façon à ce que l'écoulement des eaux ne soit pas empêché.

Pendant les gelées, il est défendu de verser de l'eau sur les trottoirs, les accotements ou toute autre partie de la voie publique.

Les propriétaires ou locataires de terrains bâtis ou non bâtis ou d'immeubles situés en bordure de voies ouvertes à la circulation publique, ainsi que les syndics de copropriété, agissant au nom du syndicat de copropriété, jouxtant des voies publiques, sont tenus de procéder à un désherbage et un démoussage non chimique devant leur propriété.

A l'exception, des emplacements désignés à cet effet par l'autorité administrative compétente, il est interdit de déposer, d'abandonner, de jeter ou de déverser sur le domaine public, des ordures, déchets, déjections, mégots de cigarette, matériaux, liquides insalubres, nourriture pour animaux, débris ou détritux d'origine animale ou végétale, ou tout autre objet de quelque nature qu'il soit, susceptibles de souiller la voie publique ou provoquer des chutes, salir ou d'obstruer tout ou partie de la voie publique, entraver ou diminuer la liberté ou la sûreté de passage. Il est interdit d'uriner sur la voie publique.

Le rejet d'hydrocarbures ou d'huiles alimentaires au réseau d'assainissement (eaux usées, eaux pluviales ou réseau unitaire) est strictement interdit.

Les établissements dont l'activité principale est de fournir ou de distribuer à leurs clients ou visiteurs des documents ou des produits dans des emballages tels que sac, boîte papier, gobelet, sont tenus de procéder ou de faire procéder au ramassage des déchets directement engendrés par leur activité aux abords immédiats de leur point de vente ou de distribution, dans un rayon de 50 mètres.

## **2.2 - respect des obligations en matière de collecte des déchets issus des ménages**

La collecte des déchets fait l'objet d'un arrêté spécifique N° ARG 2015-95.

Les conteneurs destinés à la collecte des déchets doivent être sortis le plus tard possible avant le passage de la benne, et rentrés le plus tôt possible après son passage. Ils doivent être tenus en bon état de propreté.

Tout dépôt de déchets sur le domaine public, quelle qu'en soit la nature, est formellement interdit.

Il est ainsi interdit de :

- déposer des déchets ménagers hors des récipients prévus à cet effet,
- déposer des déchets provenant de construction ou de démolition ou de déblais de travaux y compris dans les récipients de collecte (terre, cailloux, bloc ou poteau de béton, briques, carrelage, déchets de couverture, de toiture ...). Ces déchets sont exclusivement réceptionnés en déchetterie.

En aucun cas les déchets ménagers quels qu'ils soient, en vrac ou en sac, ne doivent être déposés dans les corbeilles à papier (strictement réservées aux déchets de faible volume des usagers de la voie publique) et les conteneurs de collecte sélective placés sur la voie publique, ni dans les déchetteries et les points verts.

Il est interdit de déposer sur le domaine public des ordures, déchets, matériaux ou tout autre objet de quelque nature qu'il soit, en vue de leur enlèvement par le service de collecte, sans respecter les conditions fixées par l'autorité compétente, notamment en matière d'adaptation du contenant à leur enlèvement, du respect des jours et des horaires de collecte ou de tri des ordures.

Dans les points d'apport volontaire (points verts), les dépôts doivent être effectués entre 7h et 22h pour ne pas gêner le repos des riverains.

## **2.3 - déchets encombrants et déchets verts issus des ménages :**

Sont compris dans la dénomination d'encombrants, les déchets qui en raison de leur dimension ou leur poids, ne peuvent être déposés dans les contenants (bacs) fournis par le service de collecte. Les déchets encombrants doivent être sortis au plus tôt la veille au soir du jour de ramassage.

L'abandon sur la voie publique ou tout autre lieu public des déchets encombrants et des déchets verts des ménages est interdit.

Les déchets encombrants, les produits solvants et les déchets verts issus des ménages doivent être apportés dans les déchetteries ou collectés par des services dédiés à cette prestation.

## **Article 3 : conservation des voies sur le domaine public routier**

### **3.1 - dispositions générales**

Il est interdit :

- d'accomplir des actes de nature à porter atteinte à l'intégrité du domaine public routier, ou de ses dépendances, et à celle des ouvrages, installations, plantations établis sur ledit domaine,
- d'effectuer sans autorisation des dépôts, du stockage et des déversements de produits nocifs, acides, abrasifs sur tout ou partie du domaine routier ainsi que sur les chaussées, trottoirs, places et allées.

### **3.2 - chantiers et travaux sur voiries**

Les responsables de travaux exécutés sur la voie publique ou dans les propriétés riveraines doivent garantir la propreté de la voie publique aux abords de leurs ateliers ou chantiers et aux endroits ayant été salis par suite de leurs travaux, ainsi que lors des déplacements ou transports d'engins de chantier.

Ils doivent protéger le sol avant les travaux par tout moyen approprié (bâche, etc.). Tout véhicule quittant un chantier sera nettoyé (au moyen d'un engin type "décrotteuse mécanique" pour les grands chantiers) de manière à éviter de salir la chaussée.

A la fin de toute occupation du domaine public, les lieux occupés doivent être remis dans leur état primitif par les soins de l'occupant et à ses frais. Ils doivent être parfaitement nettoyés et débarrassés de toutes souillures et traces diverses.

### **3.3 - déménagement - emménagement**

En cas de déménagement ou emménagement, déballage ou emballage, manutention ou travaux quelconques en cours, à l'occasion desquels des pailles, débris, emballages ou encombrants auraient pu être répandus ou déposés sur la voie publique, ils devront être enlevés et l'emplacement nettoyé complètement par les responsables de ces opérations avant qu'ils ne quittent les lieux.

### **3.4 - transports de toute nature**

Indépendamment des mesures particulières visant le transport de certains déchets et des matières usées, les transports de toute nature doivent avoir lieu dans des conditions telles que la voie publique n'en puisse être salie, ni les passants et les occupants des immeubles riverains incommodés.

Les chargements et les déchargements doivent être effectués en conséquence.

### **3.5 - droits d'occupation du domaine public**

Les bénéficiaires d'un droit d'occupation du domaine public doivent un état permanent de propreté des surfaces occupées. L'emplacement doit être nettoyé aussi souvent que de besoin. Ils sont responsables des déchets produits par eux-mêmes ou par leur clientèle à laquelle ils doivent proposer des contenants adaptés, notamment des cendriers.

## **Article 4 : propreté du bâti – inscriptions- graffitis - affichage**

### **4.1 - dispositions générales**

Il est interdit d'apposer des graffitis ou tags, ainsi que des affiches de toute nature, sur tous les arbres, bâtiments, ouvrages ou mobiliers publics ou privés, ainsi que, plus généralement, sur tout support susceptible de les recevoir.

Ne sont pas concernés par l'interdiction les surfaces spécifiquement dédiées à ces types d'expression.

### **4.2 - inscriptions - graffitis - tags - affiches sur immeubles bâtis et clôtures**

Les façades des immeubles et les clôtures des terrains riverains doivent être tenues propres.

L'apposition de graffitis, inscriptions et "tags" est interdite sur les immeubles bâtis et les clôtures.

Ces mesures s'appliquent à tous les immeubles, les murs de clôture et les édicules, les portes et les menuiseries, les persiennes, rideaux y compris à usage commercial et les portes de garage. L'affichage, dès lors qu'il est autorisé, doit être exécuté et maintenu dans des conditions satisfaisantes de propreté.

### **4.3 - inscriptions - graffitis - tags - affiches sur domaine public routier et dépendances**

Sauf autorisation, il est interdit d'apposer des placards, papillons, affiches ou marquages sur les signaux réglementaires et leurs supports ainsi que sur tous les autres équipements intéressant la circulation routière.

Cette interdiction s'applique également sur les plantations, les trottoirs, les chaussées et d'une manière générale sur tous les ouvrages situés dans les emprises du domaine routier ou surplombant celui-ci.

#### **Article 5 : propreté des marchés**

Tous les emplacements devront être tenus en parfait état de propreté. Les commerçants demeurent responsables de la propreté de leur emplacement.

Il est interdit d'abandonner, de déposer, de jeter, de projeter sur les emplacements ou sur la voie publique, durant et à l'issue du marché d'une manière générale, tous objets, matières ou détritiques susceptibles de salir, de dégrader les emplacements ou de provoquer des chutes.

Les commerçants et assimilés exerçant leur activité sur les marchés doivent rassembler leurs déchets au fur et à mesure de leur production et les déposer dans les récipients clos qu'ils auront prévus à cet effet à l'intérieur de leur étal, de façon à éviter l'éparpillement des déchets et l'envol des éléments légers.

A la fermeture du marché, les lieux doivent être laissés dans un état de propreté parfaite. Les commerçants exerçant leur activité sur le marché et leurs préposés font leur affaire personnelle de l'enlèvement de toutes les ordures, détritiques, papiers et déchets sus énumérés.

Les récipients éventuellement mis à disposition par l'autorité administrative compétente en sus, n'exonèrent pas les commerçants de leur responsabilité.

En l'absence de containers, tous les déchets devront être repris par les commerçants.

#### **Article 6 : animaux**

##### **6.1 - déjections animales**

Les propriétaires et détenteurs d'animaux domestiques sont responsables de leurs animaux et sont tenus de prendre toute mesure afin d'éviter que les déjections de ces derniers ne souillent les voies et espaces publics.

Chaque propriétaire ou gardien de chien doit se munir de tout moyen à sa convenance (sachets, pince...) pour ramasser les déjections animales et les jeter dans les corbeilles ou récipients prévus pour les ordures ménagères.

Les moyens éventuellement mis à disposition par l'autorité de gestion en sus (distributeurs, ...), et leur approvisionnement, n'exonèrent pas le propriétaire de sa responsabilité.

##### **6.2 - animaux domestiques**

Il est interdit de laisser vaquer les animaux domestiques dans les rues, sur les places et autres points de la voie publique ainsi que dans les halles et sur les marchés.

Il est interdit d'abandonner des animaux sur la voie publique ainsi que dans les parcs et jardins.

L'accès des aires de jeux et bacs à sable est interdit aux animaux.

L'identification des chiens et chats est obligatoire par puce électronique ou tatouage. Chaque animal domestique doit pouvoir être identifiable.

Le nourrissage d'animaux sur la voie publique est interdit.

Les propriétaires d'animaux et ceux qui en ont la garde sont tenus de prendre toutes mesures propres à préserver la tranquillité du voisinage.

Les cris des animaux ne doivent pas, par leur durée, leur répétition ou leur intensité, porter atteinte à la tranquillité du voisinage ou à la santé de l'homme, dans un lieu public ou privé. Les conditions de détention des animaux et la localisation de leur lieu d'attache ou d'évolution doivent être adaptées en conséquence.

### **6.3 - cadavres d'animaux et équarrissage**

Il est interdit de jeter en quelque lieu que ce soit (notamment sur les voies publiques ou dans les ordures ménagères) les cadavres ou parties de cadavres d'animaux, matières animales putrescibles et autres sous-produit animaux.

Les propriétaires ou détenteurs de cadavres ou parties de cadavres d'animaux, de matières animales putrescibles et autres sous-produits animaux doivent les mettre à la disposition de la personne chargée de l'exécution du service public de l'équarrissage.

### **Article 7 : entretien des véhicules particuliers**

L'entretien de tout véhicule est interdit sur les espaces ouverts au public à l'exception des dépannages effectués immédiatement après la survenance de la défektivité, pour autant qu'il s'agisse d'interventions très limitées, destinées à permettre au véhicule de poursuivre sa route ou d'être pris en remorque.

Cette interdiction vise notamment :

- le lavage des véhicules automobiles et de tous engins à moteur,
- la vidange des huiles de moteur de tous les engins mécaniques,
- la vidange et le nettoyage des équipements sanitaires des caravanes et campings car, en dehors des sites dédiés à cet usage,
- le rinçage de toutes citernes et de tous appareils ou engins, notamment ceux ayant contenu des produits polluants ou toxiques.

### **Article 8 : entretien des plantations**

Les plantations en bordure de la voie publique doivent respecter les dispositions du Code de l'Urbanisme. Les branches et racines s'avancant sur le domaine public doivent être coupées par le propriétaire ou son représentant au droit de la limite de propriété.

A défaut d'exécution, cette opération peut être effectuée d'office par la Commune aux frais du propriétaire après mise en demeure.

Conformément aux dispositions de l'article 2, les feuilles provenant d'une propriété privée tombées sur le domaine public doivent être ramassées sans délai par le propriétaire ou son représentant.

### **Article 9 : odeurs et fumées**

Les activités dégageant des odeurs ou fumées susceptibles d'incommoder le voisinage ou de présenter un danger, notamment les feux de végétaux, pneus, matières plastiques, etc,... sont interdites.

Les cheminées doivent être maintenues en bon état, de manière à éviter toute émanation gênante ou toxique.

## **Article 10 : bruit**

Les occupants des locaux d'habitation ou de leurs dépendances doivent prendre toutes précautions et toutes dispositions pour que le voisinage ne soit pas troublé par les bruits émanant de ces locaux, tels que ceux provenant d'appareils de radiodiffusion ou de reproduction sonore, d'instruments de musique, d'appareils ménagers, d'installations de ventilation, de chauffage et de climatisation ainsi que de ceux résultant de pratiques ou d'activités non adaptées à ces locaux.

Les travaux momentanés de rénovation, de bricolage ou de jardinage réalisés par des particuliers à l'aide d'outils ou appareils susceptibles de causer une gêne pour le voisinage tels que tondeuses à gazon, bétonnières, tronçonneuses, perceuses, raboteuses ou scies mécaniques ne peuvent être effectués que :

- les jours ouvrables de 8h30 à 12h et de 14h à 19h30,
- les samedis de 9h à 12h et de 15h à 19h,
- les dimanches et jours fériés de 10h à 12h.

## **Article 11 : infractions et sanctions**

Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

### **11.1 - types d'infractions :**

Les infractions identifiées sont :

- présence permanente des containers sur la voie publique et non-respect des jours et horaires de collecte,
- dépôts sauvages,
- présence de déchets d'emballages, verre et déchets dangereux dans les conteneurs d'ordures ménagères,
- pollution d'un container,
- jet de déchet sur la voie publique,
- non ramassage des déjections canines,
- affichage sauvage,
- réalisation de Tags et graffitis,
- détérioration ou utilisation anormale des colonnes d'apport volontaire.

### **11.2 - Sanctions :**

Toute personne qui se sera rendue coupable d'infraction au présent arrêté s'expose aux sanctions décrites ci-dessous :

- verbalisation du contrevenant conformément aux articles R 632-1, R 633-6, R 635-1, R 635-8, R 644-2 du Code Pénal,
- application des tarifs publics approuvés par le Conseil municipal relatifs au nettoyage ou à la remise en état des espaces publics et privés dans le cas où la Ville se substitue au contrevenant.

<b>Dispositions réglementaires</b>	<b>Motifs de l'infraction</b>	<b>Classe d'infraction</b>	<b>Montant mini - Maxi</b>
R 632-1 du Code Pénal Art 2.1 du présent arrêté	Violation des jours et horaires de présentation des déchets sur la voie publique	1ère	mini : 11 € maxi : 38 €

R 632-1 du Code Pénal Art 2-2 et 6-1 du présent arrêté	Dépôt, abandon, déversement ou jet d'ordures, de déchets, matériaux, ou tout autre objet de nature qu'il soit en vue de leur enlèvement par les services de collecte sans respecter les conditions fixées par l'autorité administrative notamment en matière d'adaptation du contenant à leur enlèvement, de jours et horaires de collecte ou de tri des ordures	2ème	mini 35 € maxi : 150 €
R 633-6 du Code Pénal Art 2-1 et 2-2 du présent arrêté	Dépôt, abandon, déversement ou jet d'ordures, déchets, déjections, matériaux, liquides insalubres ou tout objet de quelque nature qu'il soit en lieu public ou privé à l'exception des emplacements désignés à cet effet par l'autorité administrative compétente. Uriner sur la voie publique	3ème	mini : 68 € maxi : 450 €
R 644-2 du Code Pénal Art 2-1 et 2-2 du présent arrêté	Dépôt, abandon de matériaux ou objets quelconques qui entravent ou diminuent la liberté ou la sûreté de passage de la voie publique	4ème	mini : 135 € maxi : 750 €
R 635-8 du Code Pénal Art 2-1 et 2-2 du présent arrêté	Déposer, abandonner, jeter ou déverser, en lieu public ou privé à l'exception des emplacements désignés à cet effet par l'autorité administrative compétente, soit une épave de véhicule, soit des ordures, déchets, déjections, matériaux, liquides insalubres ou tout autre objet de quelque nature qu'il soit, lorsque ceux-ci ont été transportés avec l'aide d'un véhicule.	5ème	mini : 1500 € maxi : 3500 €
R 635-1 du Code Pénal Art 3-2, 4-1, 4-2 et 4-3 du présent arrêté	La destruction, la dégradation ou la détérioration volontaire d'un bien appartenant à autrui dont il n'est résulté qu'un dommage léger	5ème	mini : 1500 € maxi : 3500 €
L 581-29 et L 581-34 du Code de l'Environnement Art 4-1, 4-2 et 4-3 du présent arrêté	Affichage sauvage	1er ou 5ème	mini : 11 € maxi 1500 €



Tout procès-verbal fait l'objet d'une transmission à Monsieur le Procureur de la République pour suivi relevant de la compétence des instances juridictionnelles.

**Article 12 : voies et recours**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Versailles (56 Avenue de Saint-Cloud 78000 Versailles) dans le délai de 2 mois à compter de son affichage et de sa publication.

**Article 13 : dispositions d'exécution**

Le Maire de Voisins le Bretonneux, la Directrice Générale des Services de la Mairie, Madame le Commissaire de l'agglomération d'Élancourt, Monsieur le Chef de la Police Municipale, Madame la Directrice des Services Techniques sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Voisins le Bretonneux, le 27/11/2018



Alexandra ROSETTI  
Maire

Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui a été :

- ◆ Transmis au représentant de l'État le : 27/11/2018
- ◆ Publié le :



Alexandra ROSETTI  
Maire

Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication ;